



Des perspectives plutôt que des utopies.

Pour une politique favorable
à l'économie et à l'agriculture.

PERSPECTIVE
SUISSE





sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« Pour un avenir porteur de perspectives »

Les organisations faïtières s'engagent pour une politique plus favorable à l'économie et à l'agriculture.

Encourager une politique plus favorable à l'économie et à l'agriculture : tel est l'objectif d'une campagne commune des associations faïtières de l'économie et de l'agriculture suisses. Cette campagne vise à sensibiliser le public aux questions économiques et agricoles et à servir de plate-forme pour les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.

Les associations faïtières de l'économie et de l'agriculture, à savoir economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers usam, l'Union patronale suisse et l'Union suisse des paysans, veulent - pour le bien de notre pays - contribuer à la mise en place d'une politique plus favorable à l'économie et à l'agriculture.

Une alliance unie pour les votations et les élections

Pour les votations populaires du 25 septembre 2022, ils ont déjà mis en œuvre des mesures communes avec le mot d'ordre "1 x NON, 3 x OUI". Les résultats des votations ont montré qu'une alliance forte et unie peut faire bouger beaucoup de choses et assurer des majorités. Cette même alliance veut maintenant s'engager en vue des élections au Conseil national et au Conseil des Etats de l'année prochaine. En ce sens, les quatre associations lancent une campagne commune intitulée "Perspective Suisse".

Les habitants de notre pays doivent connaître et reconnaître l'importance sociale de l'économie et de l'agriculture. L'économie est en effet garante d'emplois et de places d'apprentissage attrayantes, de revenus décents, de denrées alimentaires et d'énergie en suffisance, d'assurances sociales sûres et d'une politique climatique durable. La campagne entend mettre en évidence ces liens au cours des prochains mois.

Collaboration en matière de politique économique

La collaboration des associations se concentre dans un premier temps sur les thématiques "sécurité et stabilité", "assurances sociales", "formation professionnelle", "durabilité", "sécurité alimentaire" ainsi que sur un "approvisionnement énergétique orienté vers l'avenir".

Tous les participants sont conscients que notre époque, qui évolue rapidement, exige un haut degré de flexibilité permettant de garder un cap commun porteur de perspectives. Les plus de 600 000 entreprises suisses et leurs 4,5 millions d'employés ont l'habitude de réagir quotidiennement avec agilité et rapidité. Il doit en être de même pour l'alliance politique des associations et les thématiques à traiter.

La réforme plutôt que l'immobilisme

Lors de la conférence de presse de présentation de la campagne commune, *Valentin Vogt*, président de l'Union patronale suisse, a évoqué le succès historique de l'alliance lors de la dernière votation sur l'AVS. Une impasse de plusieurs décennies, provoquée par une "politique de blocage de la gauche" sans précédent, a pu prendre fin au profit d'une réforme équilibrée. L'initiative sur l'élevage intensif a également été combattue avec succès. Dans le cas de l'impôt anticipé, le succès escompté n'a certes pas encore été atteint, mais l'issue serrée laisse de l'espoir pour l'avenir.



sgv  usam



Miser sur l'innovation et les nouvelles technologies

Les slogans et les vœux pieux ne nous mèneront nulle part, a souligné *Christoph Mäder*, président d'economiesuisse. La Suisse a besoin de solutions et de perspectives viables. Il est inacceptable que certaines parties s'écartent d'une résolution constructive des problèmes. « La politique de l'autruche en matière économique n'est pas une solution. Nous devons au contraire miser sur l'innovation, les nouvelles technologies et les investissements », a déclaré Mäder. Les forces pro-économiques et constructives de la politique doivent redevenir plus perceptibles.

Augmenter la capacité de réforme

Le président de l'Union suisse des arts et métiers usam, le conseiller national *Fabio Regazzi*, a rappelé qu'il fallait aussi se pencher sur des changements inconfortables, comme la baisse de l'attractivité fiscale de la Suisse. Pour cela, la capacité de réforme de notre pays doit être renforcée. La mobilisation des associations doit amener au Parlement "une attitude modérée, bourgeoise, constructive et favorable aux réformes", "afin d'élaborer et d'obtenir des solutions". Après tout, nous sommes tous "l'économie".

Des conditions-cadres fiables

Le président de l'Union suisse des paysans, le conseiller national *Markus Ritter*, s'est également montré inquiet. Il a constaté que le Parlement, et en particulier le Conseil national, adopte une politique de plus en plus "hostile à l'économie et à l'agriculture". Cela affaiblit la Suisse dans son ensemble. Or, ce qu'il faut, ce sont des conditions-cadres fiables, et non de l'activisme et de la bureaucratie. C'est pourquoi il faut mettre en évidence les liens entre l'économie et l'agriculture ainsi que l'implication de la population en tant que partie de l'économie. Avec cette campagne, l'Alliance veut en outre créer une base pour que les politiciennes et politiciens favorables à l'économie et à l'agriculture aient de meilleures chances d'être élus.

Une politique porteuse de perspectives

La campagne de l'association débute par des actions spéciales d'affichage, d'annonces et de médias sociaux sur le thème "Perspective Suisse". Il s'agit d'aiguiser les regards sur les thèmes économiques. Dans une phase ultérieure, l'accent sera mis sur des questions thématiques. Des mesures de soutien aux candidates et candidats sont alors prévues. Les organisations faîtières et leurs représentants font campagne pour une politique plus favorable à l'économie et à l'agriculture. Elles s'engagent - pour le bien de notre pays et en faveur de tous - pour une politique pragmatique porteuse de perspectives !

Berne, le 7 octobre 2022

www.perspectivesuisse.ch

Personnes de contact :

Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Fabio Regazzi, conseiller national, président de l'Union suisse des arts et métiers usam

Markus Ritter, conseiller national, président de l'Union suisse des paysans



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« La politique économique est aussi une politique sociétale »

Valentin Vogt

Président de l'Union patronale suisse

Mesdames, Messieurs,

Le Oui obtenu il y a tout juste deux semaines est historique. Après un quart de siècle de paralysie et une politique de blocage sans précédent de la gauche, une réforme de l'AVS a enfin abouti. La votation du 25 septembre a en effet démontré que les solutions de droite pouvaient remporter l'adhésion de la majorité, pour peu qu'elles soient portées par une alliance forte.

Les enjeux étaient de taille pour la Suisse ce dernier dimanche de votations : l'approvisionnement en produits agricoles avait été mis à rude épreuve à cause de l'initiative sur l'élevage intensif. En même temps, le peuple a eu la possibilité de ramener en Suisse des fonds perdus avec la réforme partielle de l'impôt anticipé.

Il a malheureusement manqué cette opportunité unique de donner un important coup de pouce à l'économie avec la suppression partielle de cet impôt. Le résultat serré du vote est aussi un signe que notre engagement a payé. Beaucoup d'électrices et d'électeurs ont pris conscience que cette réforme fiscale leur aurait aussi bénéficié, ce qui nous permet d'envisager sereinement les futurs projets fiscaux.

Nous nous félicitons aussi qu'en rejetant clairement l'initiative sur l'élevage intensif, le peuple ait une fois de plus exprimé son soutien à l'agriculture suisse. Cette initiative aurait en effet accru le coût de la production alimentaire nationale et considérablement affaibli la place agricole suisse.

Grâce aux résultats des votations du 25 septembre, cette législature prend au moins une tournure partiellement positive. Si la réforme de l'AVS avait été rejetée, cette législature serait d'ores et déjà perdue pour nous.

Aujourd'hui, nous sommes aux trois quarts du parcours et le bilan est décevant : la pandémie a paralysé le Parlement et le gouvernement. D'importantes réformes fiscales ont échoué, nous piétinons sur le dossier européen et nous n'arriverons plus guère à parachever la réforme du deuxième pilier avant la fin de cette législature.

Mais quel est le problème de fond ? Lors des élections fédérales de 2019, les maîtres-mots étaient : plus de jeunes, plus de femmes et plus d'écologie. Nous avons effectivement assisté à un glissement à gauche dont les conséquences sont claires : la situation au Conseil national est devenue instable, ce qui s'est traduit par des décisions souvent déséquilibrées à la Chambre basse. Le Conseil des États, nettement plus à droite, doit sans cesse intervenir pour rectifier le tir.

D'après une analyse post-élection réalisée par la SSR en 2019, seuls 5 pour cent des votants ont fait leur choix selon des critères économiques. Cinq pour cent seulement, Mesdames et Messieurs ! Ce chiffre laisse songeur. Manifestement, une grande partie de la population a oublié que seule une économie saine et prospère est à même de garantir nos



sgv  usam



revenus. Nous devons redresser la situation. L'économie ne fait certes pas tout, mais sans économie prospère, on ne fait rien.

Avec notre campagne que nous avons le plaisir de vous présenter aujourd'hui, nous entendons sensibiliser les électrices et électeurs aux thématiques économiques de ce pays.

Au lieu de mener un vaste débat sur les moyens de préserver notre prospérité à l'avenir, certains cercles se perdent en querelles sur « l'appropriation culturelle » et « l'étoile du genre ». Et ce, à l'heure où le monde subit les pires bouleversements géopolitiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ces discussions absurdes doivent faire place à des sujets bien plus importants.

Les électrices et électeurs doivent reprendre conscience de l'incidence considérable de leur vote sur la stabilité de notre économie, de notre agriculture et, partant, du pays toute entier qu'il faut garantir. Notre campagne « Perspective suisse » que nous vous présentons aujourd'hui va dans ce sens.

Nous devons redonner des perspectives au pays et plus en rester aux vœux pieux. Tel est notre principal message pour les élections nationales de 2003.

Cette campagne abordera six grands thèmes en plusieurs phases :

- Sécurité : l'économie assure la stabilité et garantit ainsi la paix et la prospérité pour notre pays.
- Sécurité sociale : seule une économie saine est garante de la stabilité de nos œuvres sociales.
- Politique de formation : nos entreprises forment largement plus de 200'000 jeunes chaque année.
- Durabilité : La coopération entre la recherche et l'agriculture est garante d'une réelle protection du climat.
- Sécurité de l'approvisionnement : Notre agriculture joue un rôle décisif dans la disponibilité permanente de toutes les denrées en quantités suffisantes.
- Enfin, qui dit sécurité de l'approvisionnement, dit bien sûr aussi énergie : nous veillerons à éviter la panne de courant en menant une politique énergétique factuelle.

Je cède maintenant la parole à Christoph Mäder, président d'économiesuisse.

Berne, le 7 octobre 2022



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« Assurer la prospérité - L'économie, fait partie de la solution »

Christoph Mäder
Président d'economiesuisse

Mesdames et Messieurs,

Nous subissons actuellement une période d'inflation, les difficultés d'approvisionnement persistent, nous manquons de nombreux spécialistes, nous risquons une pénurie d'énergie et les coûts s'accroissent. Cela inquiète aussi beaucoup les entreprises. Pour l'économie et, je pense, pour la majorité de la population, il est évident que nous devons prendre ces problèmes au sérieux et chercher des solutions efficaces. Personne n'a besoin d'utopies en ce moment. Dans ce contexte, l'économie est appelée elle aussi à proposer des solutions constructives.

Les entrepreneurs ont l'habitude de résoudre des problèmes. Prenons l'exemple de l'approvisionnement énergétique : une entreprise sur trois est actuellement confrontée à des difficultés par rapport à son approvisionnement. Elles tentent d'éviter le scénario du pire et prennent elles-mêmes des mesures - par exemple en augmentant leur efficacité énergétique et en améliorant la flexibilité de leurs processus.

Ainsi, trois entreprises sur cinq sont en train d'optimiser leurs modes de travail. Environ un tiers d'entre elles veut investir dans l'efficacité et les sources d'énergie renouvelables. Mais comme les investissements sont une affaire de longue haleine, le cadre politique doit être clair.

Nous avons besoin de femmes et d'hommes politiques intéressés par de bonnes solutions. Et il est important de tenir compte des faits. Vous ne pouvez par exemple pas couper l'électricité à toutes les entreprises pendant quelques heures sans provoquer des dégâts massifs. Un contingentement général n'a pas les mêmes conséquences pour toutes les sociétés. Pour certaines, cela fonctionne sans problème, pour d'autres, cela détruit toute une production et entraîne des coûts immenses.

Parfois même, la poursuite de l'exploitation n'est plus du tout possible, parce que des entreprises ne peuvent plus simplement revenir à leur vitesse de croisière pour des raisons de sécurité. Il ne s'agit pas d'exiger des traitements de faveur, comme l'ont suggéré certains médias, mais d'éviter des coûts que se chiffrent en millions.

Un approvisionnement énergétique suffisant est aussi vital pour la branche informatique. Le monde politique doit prendre les devants, pour que nos entreprises informatiques restent opérationnelles. Les décisions d'investissement des entreprises sont souvent prises environ 24 mois à l'avance. C'est pourquoi il est si important que nous trouvions toujours de bonnes solutions rapidement et de manière pragmatique. La construction de centrales solaires alpines est un exemple de bonne solution, qui contribuera à résoudre le problème d'approvisionnement hivernal. Mais nous ne trouverons pas de solutions sans prendre en compte les faits.

Les électeurs doivent également pouvoir prendre une décision en connaissance de cause lors des élections fédérales de l'automne 2023. Cela signifie en particulier de tenir compte des réalités économiques. Ce sont ces faits que nous voulons mettre en avant dans le cadre de la présente campagne.



sgv  usam



Schweizer Bauernverband
Union Suisse des Paysans
Unione Svizzera dei Contadini



Les slogans ou les vœux pieux ne nous font pas avancer. La Suisse a besoin de solutions et de perspectives viables. C'est aussi la raison pour laquelle les quatre associations faitières de l'économie se sont réunies. Il n'est pas acceptable que certains partis renoncent à la résolution constructive de problèmes et ne pratiquent plus qu'une politique de blocage. Le recul économique n'est pas une solution. Nous devons au contraire miser sur l'innovation, les nouvelles technologies et les investissements. Sur ces sujets, l'économie a toujours joué un rôle décisif.

C'est pourquoi il est important pour nous de donner une voix aux questions de politique économique. C'est précisément ce que nous voulons faire avec cette campagne et renforcer ainsi la perception et la compréhension des enjeux économiques. Cela doit aussi aider à fixer à nouveau des priorités claires. L'économie doit faire partie de la solution.

Même si tout se passe bien, nous serons confrontés à des déficits avec le catalogue actuel de revendications politiques. L'État ne peut pas tout se permettre. Il n'est pas étonnant qu'à l'approche des élections, les convoitises s'intensifient et les listes de souhaits s'étoffent. Mais c'est justement à ce moment-là qu'il faut faire preuve de mesure et agir avec la tête froide.

Si nous cédon à toutes les exigences et répondons à toutes les demandes, nous courons droit vers un désastre financier. Les générations futures se verront alors imposer des dettes massives. Cela ne se terminera pas bien.

Pour éviter d'en arriver là, les forces politiques constructives et favorables à l'économie doivent redevenir plus visibles. Leurs messages doivent à nouveau être davantage présents dans les débats publics. Il s'agit également de mieux prendre en compte l'économie et ses préoccupations. C'est ce que nous voulons faire avec cette campagne.

Berne, le 7 octobre 2022



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« Nous sommes tous l'économie »

Fabio Regazzi, conseiller national « Le Centre »
Président de l'Union suisse des arts et métiers usam

Chers journalistes,

Depuis ses origines, l'Union suisse des arts et métiers est une voix forte dans la politique fédérale. Nous disposons d'un vaste réseau d'interlocuteurs dans la capitale fédérale, Berne. Nous développons ce réseau en permanence et l'entretiens en conséquence.

En tant qu'organisation faîtière regroupant 230 organisations membres, l'usam dispose d'une forte représentation directe dans la capitale fédérale, ce qui lui permet de faire valoir efficacement ses revendications. Nous défendons et nous nous battons pour une politique favorable aux entreprises et donc aux PME. Il y a toutefois un grand « mais ». Seuls, nous pouvons faire bouger les choses, mais ensemble, avec les autres associations faîtières et économiques, nous pouvons changer les choses en profondeur.

Il y a en effet de nombreux points communs qui nous unissent. Il s'agit de thèmes ou de domaines concrets que nous avons inscrits dans l'agenda de la politique économique, mais aussi d'approches telles que la compréhension de l'État et de la société. Ensemble, nous sommes convaincus que certaines choses doivent être placées sous la responsabilité de l'État, tandis que d'autres devraient se passer de l'État, c'est-à-dire être gérées par des particuliers dans le cadre d'une initiative privée. En matière de politique réglementaire, la responsabilité individuelle des personnes prime toujours sur l'action de l'État dans les cas concrets. Ce concept de politique réglementaire est de plus en plus menacé dans la politique suisse par l'agenda politique de la gauche et des verts. Ces derniers veulent toujours plus d'État et de réglementation, et ce au détriment de la responsabilité individuelle.

Nous, c'est-à-dire les quatre organisations faîtières, nous sommes réunies pour nous opposer à cela. Nous voulons à nouveau renforcer l'esprit d'entreprise dans la politique fédérale. La voix de l'économie doit à nouveau avoir plus de poids dans le discours politique.

Mesdames et Messieurs : nous sommes tous des acteurs économiques, nous gagnons tous notre vie, nous consommons et payons des impôts pour financer notre État social. C'est cela, la prospérité, et nous ne l'atteindrons qu'avec une économie saine. Si nous nous unissons en tant que forces citoyennes, nous pouvons briser le dogmatisme et la souveraineté d'interprétation de la gauche et des verts, y compris dans leurs « strong holds ». Nous l'avons prouvé en remportant la votation sur l'AVS21, ainsi qu'en refusant l'initiative sur l'élevage intensif.

Le prochain besoin urgent de réforme, et cela n'est pas contesté par la gauche, concerne le 2^e pilier de l'assurance-vieillesse. Nous appelons le Parlement à en élaborer la réforme le plus rapidement possible. Au lieu de l'enchevêtrement d'initiatives qui sont actuellement dans l'air, il faut élaborer un projet susceptible de recueillir une majorité, basé sur des corrections mesurées et ne pesant pas davantage sur la place industrielle suisse.

Nous ne devons pas non plus perdre de vue les faits dérangeants. L'attractivité fiscale de la Suisse diminue depuis quelques années déjà. La quote-part de l'État (impôts et prélèvements obligatoires confondus) est en Suisse l'une des plus élevées d'Europe. Les statistiques sont éloquentes : la dette publique reste élevée. Dans le sillage des mesures d'amortissement de la « crise du coronavirus » en matière de politique économique, l'endettement



sgv  usam



de l'État et de certaines œuvres sociales a explosé. Dans les années à venir, il s'agira de réduire à nouveau cet endettement.

De manière générale, nous devrions à nouveau renforcer notre capacité de réforme. La volonté d'aborder les problèmes de manière concrète et pragmatique doit reprendre le dessus sur l'idéologie. 25 ans de retard dans la réforme d'une institution sociale comme l'AVS ne sont dans l'intérêt de personne. Les réformes structurelles qui auraient dû stimuler la croissance économique n'ont pas eu lieu ces dernières années. Notre rapprochement a pour but d'amener au Parlement une position modérée, bourgeoise et constructive, favorable aux réformes, afin d'élaborer et d'obtenir des solutions.

Il est temps de penser en termes d'économie et d'entreprise. Lorsque le moteur de notre prospérité, l'économie, tombe en panne, c'est toute la société qui en souffre.

Nous sommes tous des acteurs économiques et ce message doit être entendu par la population, notamment en vue des élections de l'année prochaine.

Je vous remercie de votre attention.

Berne, le 7 octobre 2022



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« Cadre fiable et responsabilité individuelle plutôt que militantisme et bureaucratie »

Markus Ritter, conseiller national « Le Centre »
Président de l'Union Suisse des Paysans

Il faut bien admettre que, par le passé, l'agriculture et l'économie n'ont pas toujours entretenu des relations chaleureuses. À titre d'exemple, les questions d'ouverture des frontières ou les activités annexes des agriculteurs, perçues comme une concurrence, ont donné lieu à des discussions.

Au cours des deux dernières années, nous avons toutefois pris conscience que nous avons bien plus d'affinités que de désaccords, et que nous serions bien avisés de collaborer plus étroitement. Surtout pour ce qui est des questions politiques. Dans ce domaine, nous souffrons tous des mêmes maux : réglementation toujours plus importante, obligations excessives, charge administrative peu raisonnable et coûts élevés. Ces derniers non seulement limitent notre compétitivité face à l'étranger et aux importations, mais aussi entravent nos exportations.

L'agriculture est elle aussi particulièrement touchée. Le gouvernement et le Parlement ont édicté d'innombrables dispositions détaillées pour réglementer le secteur agricole dans sa totalité. À travers ses ordonnances, le Conseil fédéral fait de la microgestion : il prescrit que les tas de branches doivent avoir une hauteur de 50 cm pour pouvoir être pris en compte comme éléments de promotion de la biodiversité, ou que les arbres morts ne donnent droit à des contributions que si leur diamètre à hauteur de poitrine est d'au moins 20 cm.

Il faut plus de 4000 pages pour réglementer l'agriculture dans les moindres détails, et l'esprit d'entreprise, la responsabilité individuelle et le bon sens n'y ont pas leur place. À l'heure actuelle, le Conseil fédéral et le Conseil national veulent étendre les surfaces de promotion de la biodiversité de manière démesurée. Ainsi, 17% du territoire suisse devraient être définis en tant qu'aires centrales. De plus, le Conseil fédéral a déjà décidé un objectif de surface totale de 30% : la Confédération entend consacrer 30% de notre pays, soit 1,2 million d'hectares, à la biodiversité par le biais de plans directeurs contraignants pour les autorités. En conséquence, l'agriculture, le tourisme et la production d'énergie verraient leurs possibilités de développement fortement limitées, et l'espace rural se retrouverait ainsi paralysé.

La mise en œuvre des trajectoires de réduction définies dans l'initiative parlementaire 19.475 prévoit de délimiter 3,5 % supplémentaires de terres arables pour la biodiversité. Cette part obligatoire prive la production agricole de plus de 10 000 hectares des meilleures terres cultivables du pays. Plantée en céréales, cette surface permet de produire le pain d'un million de personnes pendant toute une année. Dans une période d'incertitude et d'instabilité géopolitique accrue, de telles décisions sont incompréhensibles. La sécurité d'approvisionnement, longtemps considérée comme acquise, ne va plus de soi aujourd'hui.

Ces évolutions sont le résultat des décisions d'un Parlement et en particulier d'un Conseil national dont la politique est de plus en plus hostile à l'économie et à l'agriculture, surtout au cours de la législature actuelle. La Suisse se retrouve affaiblie dans son ensemble. Dans les mois à venir, notre campagne de soutien « Perspective Suisse » devra mettre en évidence ce contexte et son impact sur la population.



sgv  usam



Schweizer Bauernverband
Union Suisse des Paysans
Unione Svizzera dei Contadini



La participation de l'Union suisse des paysans à cette campagne de soutien peut sembler inédite et, à première vue, inattendue. Pourtant, elle n'a rien d'absurde, car nous, les paysannes et les paysans, nous nous considérons comme faisant partie de l'économie et d'une importante chaîne de création de valeur, comme des entrepreneuses et des entrepreneurs indépendants. Pour pouvoir agir en tant que tels, le Parlement doit prendre des décisions qui nous donnent des libertés, des possibilités de développement et une marge de manœuvre, et non des décisions qui nous freinent toujours plus. Dans cette optique, il faut à nouveau un Parlement dont la majorité est favorable à l'économie et à l'agriculture. À travers notre campagne, nous souhaitons créer une base pour améliorer les chances des candidates et candidats correspondants d'être élus.

Nous avons déjà pu acquérir une expérience précieuse en matière de collaboration. À côté des campagnes pour les différents objets soumis au vote du peuple le 25 septembre, nous avons mis en œuvre quelques mesures communes sous le nom de « 1xNON, 3xOUI ». Nous tirons un bilan positif de cette collaboration : trois de nos quatre objectifs ont été atteints, et même le résultat de l'impôt anticipé s'est révélé bien meilleur que celui des projets fiscaux précédents, avec 48% de voix favorables. Ces expériences positives nous encouragent à poursuivre et à approfondir notre collaboration.

Encore un mot sur les messages utilisés dans le cadre de la campagne. Ce qui compte pour nous tous, c'est de rechercher la sécurité et la stabilité. Pour l'agriculture, le message sur la sécurité alimentaire « Parce que les paysans suisses veillent à ce qu'il y ait toujours suffisamment de tout » revêt bien sûr une importance particulière, notamment au vu de l'actualité mondiale. Ce message vise à faire prendre conscience à la population qu'il n'est pas évident d'avoir toujours assez à manger, et que les paysannes et les paysans s'engagent chaque jour à mettre à sa disposition des aliments produits de manière durable. Le message « Parce que seule la collaboration entre l'agriculture et la recherche assure une véritable durabilité » illustre en outre l'ouverture de l'agriculture à la nouveauté, sa volonté d'évoluer et l'importance que revêt la durabilité à ses yeux. Le secteur agricole suisse a besoin de conditions cadres fiables. Les exploitations sont des entreprises qui font preuve d'une grande responsabilité individuelle pour produire des denrées alimentaires de qualité dans le respect de la nature.

En tant que président de l'Union suisse des paysans, je me réjouis de cette collaboration et suis convaincu que le jeu en vaudra la chandelle.

Berne, le 7 octobre 2022



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

Conclusion

Valentin Vogt
Président de l'Union patronale suisse

Mesdames, Messieurs,

Nous lançons aujourd'hui notre campagne pour les élections nationales de 2023. Nous n'en sommes qu'au coup d'envoi. Des annonces portant le message de notre alliance « Perspective suisse » seront publiées dans les journaux du week-end et en ligne. Des affiches dans toutes les régions s'y ajouteront dès la semaine prochaine.

Face à toutes les crises auxquelles la Suisse est confrontée, la paralysie actuelle des réformes et des actions au Palais fédéral est dangereuse et compromet la prospérité de notre pays. L'alliance des organisations faîtières de l'économie suisse, associée à l'Union suisse des paysans, veut résolument faire sauter ce verrou. Nous sommes convaincus de pouvoir corriger le résultat des élections fédérales de 2019. Il est temps de mettre en œuvre des solutions pragmatiques pour venir à bout de la politique de blocage. La garantie de la prospérité et l'intérêt général doivent redevenir une priorité.

Nous entendons faire comprendre aux électrices et électeurs que le camp rouge-vert n'a pas de solutions viables pour une grande partie des principaux problèmes de ce pays.

Les cercles rouges-verts aiment à se gargariser de la notion de durabilité qu'ils mettent à toutes les sauces. Or dans la grande majorité des cas, elle est utilisée dans le contexte de l'écologie. Nous ne contestons nullement l'importance de la durabilité écologique mais, dans un souci de cohérence, la notion de durabilité doit aussi être étendue à la dimension financière. C'est justement sur cette dimension-là que de nombreuses idées du camp rouge-vert laissent à désirer. A titre d'exemple, j'en reviens à la politique sociale. Nous ne pourrions plus éluder un débat sur le relèvement de l'âge de départ à la retraite à moyen terme, non seulement pour stabiliser la situation financière, mais aussi pour maintenir suffisamment de personnes qualifiées sur le marché du travail. Nous avons le devoir, envers les jeunes générations, de veiller à ce que le système auquel elles cotisent puisse leur garantir des retraites sûres le moment venu. Pour une politique sociale durable du point de vue financier et social il est et restera indispensable d'adapter la prévoyance vieillesse à l'évolution de la situation.

Rappelons que les citoyennes et citoyens exigent la stabilité et la sécurité. Notre économie et notre agriculture garantissent un approvisionnement suffisant en biens et services essentiels. Ce sont aussi l'économie et l'agriculture qui sont à même de mieux protéger le climat en innovant. Et ce sont elles qui créent les emplois supplémentaires qui garantiront en définitive la pérennité de nos œuvres sociales.

Pour les élections en 2023, nous devons rappeler aux électeurs que seule une économie saine et dynamique peut garantir la prospérité de notre pays ou, en d'autres termes, il faut donner des perspectives pour notre pays et plus en rester aux vœux pieux. Merci de votre attention !

Berne, le 7 octobre 2022



Pour une perspective d'avenir

Chères habitantes, chers habitants de notre pays,

Nous nous préoccupons de l'avenir de la Suisse. C'est pour cela que nous, associations suisses faitières de l'économie et de l'agriculture, allons collaborer encore plus étroitement et activement.

Nous unissons nos forces pour garantir la stabilité et la sécurité de notre pays. Cette collaboration au bénéfice de la politique économique, agricole et sociale fera progresser ces thématiques pour le bien de tous.

Il nous tient à cœur que les habitantes et habitants de notre pays se rendent compte et adhèrent à la valeur sociale de l'économie. Seule la pérennité de l'économie et de l'agriculture permet de créer des emplois et des places d'apprentissage attractifs, d'assurer des revenus convenables, de garantir un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires et en énergie, de renforcer des prestations sociales et d'agir avec une politique environnementale durable.

Nous soutenons une politique favorable à l'économie et à l'agriculture.
Nous soutenons une politique avec une perspective d'avenir!



Christoph Mäder
Président
économiesuisse

Fabio Regazzi
Président de l'Union
suisse des arts et métiers

Valentin Vogt
Président de l'Union
patronale suisse

Markus Ritter
Président de l'Union
suisse des paysans

